

PARTI DES TRAVAILLEURS

Ramdane Taâzibt dément l'existence d'un mouvement de redressement

«Il n'y a pas de mouvement de redressement au Parti des travailleurs.» C'est ce qu'a signifié Ramdane Youcef Taâzibt, député et membre du bureau politique du parti, lors d'un meeting tenu hier dans la commune de Mohammadia (Alger) devant une foule de militants et de sympathisants.

Younès Djama - Alger (Le Soir) - Réagissant à la dissidence de Salim Labatcha, membre du bureau politique du PT et secrétaire général de la Fédération nationale des travailleurs de l'agroalimentaire (FNTA-UGTA), le dirigeant du PT inscrit la «démarche individuelle» du député dissident qui s'est de fait «auto-exclu» de la direction du parti, dans la «campagne» de dénigrement dirigée contre la SG du parti, Louisa Hanoune, partie prenante du groupe des 19 personnalités ayant remis en cause les articles jugés dangereux de la loi de finances 2016.

Pour M. Taâzibt, cette «désertion» n'émane pas de l'intérieur du parti. «Nous avons des informations sur les instigateurs de cette défection. Ce sont ceux-là mêmes qui ont déclenché une campagne de haine et de dénigrement contre la personne de Louisa Hanoune en sa qualité de membre du groupe des 19», a souligné Taâzibt qui qualifie ce dissident de «traître qui a renié son mandat parlementaire et le mandat de la population qui l'a élu».

Le député du PT a annoncé une réunion du Comité central (CC) du parti prévue pour la fin de cette semaine ou le début de la semaine prochaine, durant laquelle la SG du parti fera des révélations sur les parties qui se tiendraient derrière la défection de Salim Labatcha. «Vous verrez que tous les membres du CC seront présents hormis le traître Labatcha qui a été acheté», martèle Taâzibt qui ajoute que Labatcha ne bénéficie d'aucun soutien dans son entreprise.

Le «dissident» Labatcha reprocherait à Louisa Hanoune sa participation au groupe des 19 et son

opposition à la loi de finances 2016. En cela sa défection a représenté une «surprise» chez les cadres du parti. «Le jour du vote de la loi de finances 2016, le sieur Labatcha a voté contre au même titre que les membres du parti. Il a aussi soutenu l'initiative de M^{me} Hanoune d'intégrer à titre personnel le groupe des 19», a indiqué Taâzibt soutenant que, contrairement à ce que prétend Labatcha, la question de l'adhésion de Hanoune à l'initiative des «19» a été discutée au sein des structures du parti.

«La semaine prochaine, la SG du PT parlera des ministres et des politiciens qui ont lancé contre elle une campagne inique parce qu'elle a dénoncé les nouveaux riches qui ont imposé leur diktat dans la loi de finances 2016», a encore affirmé M. Taâzibt ajoutant que ces «attaques nous renforcent davantage et nous continuerons à nous battre pour faire annuler les dispositions dangereuses de la loi de finances 2016». A ce propos justement, Ramdane Taâzibt s'est dit «navré» que le président de la République se soit finalement résolu à signer le texte de loi ignorant les appels du groupe des «19» et les 92 parlementaires issus de 10 chapelles politiques ayant demandé au chef de l'Etat de ne pas signer le texte. «La LF 2016 est un coup de poignard dans le



Photo : Samir Sid

Campagne de haine et de dénigrement contre Louisa Hanoune.

dos de la Révolution et de ceux qui l'ont faite», s'offusque Taâzibt qui ne perd toutefois pas espoir que le Président se rattrape en deman-

dant une seconde lecture du texte conformément à l'article 127 de la Constitution.

Y. D.

EN PLUS D'UN VÉRITABLE ARSENAL RÉCUPÉRÉ

L'ANP a neutralisé 157 terroristes, dont 10 «émirs», en 2015

L'année qui vient de s'écouler a été l'une des plus actives pour les éléments de l'ANP sur le terrain de la lutte antiterroriste de ces cinq dernières années, et ce, malgré les incertitudes nées de la situation prévalant dans plusieurs pays à nos frontières.

Ce qui ressort en tout premier lieu du bilan de l'année 2015 rendu public hier par le MDN, c'est cette précision sur le rang d'une dizaine de terroristes neutralisés, soit abattus soit arrêtés. Ils sont, en effet, dix «émirs» tombés dans la nasse des détachements de l'ANP, comme cela a été le cas du tout dernier, un vétéran du GIA, abattu à Azeffoun la semaine dernière avec un de ses lieutenants.

En tout, ce sont 157 terroristes qui ont été neutralisés durant l'année 2015, dont 102 l'ont été entre janvier et juin derniers. Si comme d'habitude la Kabylie a été le tombeau de plusieurs dizaines de terroristes, d'autres régions du pays,



Photo : DR

Pour l'ANP, l'année 2015 s'est distinguée par de grands résultats.

les wilayas du littoral-est notamment, ont eu leur lot d'opérations s'étant soldées par plusieurs terroristes abattus.

En tous les cas, pour l'ANP «l'année 2015 s'est distinguée par de grands résultats, sans

précédent», est-il affirmé dans le communiqué mis en ligne hier sur le site du MDN qui, sans en préciser le nombre, fait état, en dehors des 157 terroristes neutralisés, du démantèlement de plusieurs réseaux de soutien et la destruction d'un grand nombre de casemates et d'abris servant de refuges aux groupes terroristes.

Quant à l'armement récupéré, les éléments des différents détachements de l'ANP ont, d'une part, mis la main sur 307 pièces, entre pistolets mitrailleurs, des kalachnikovs, fusils semi-automatiques, pistolets automatiques, fusils-mitrailleurs, lance-roquettes, fusils à lunette, fusils à pompe et fusils de chasse.

D'autre part, 1 279 bombes de confection artisanale, grenades et roquettes ont été récupérées en 2015.

Par ailleurs, 548 refuges et casemates pour groupes terroristes ont été découverts puis détruits, énumère-t-on dans ce bilan qui, en fait, confirme que le terrorisme n'est pas aussi «résiduel» que cela.

A. M.

PROCÈS DE L'AFFAIRE SONATRACH 1

En attente de révélations

Contrairement au procès de l'affaire de l'autoroute Est-Ouest, celui de Sonatrach ne connaît pas, du moins pour le moment, un réel «engouement» médiatique. Jusque-là, seuls 4 mis en cause ont été entendus par le tribunal criminel. Les quatre personnes ont été interrogées sur les différents marchés de gré à gré portant «acquisition de matériel de télé-surveillance et d'équipements électroniques».

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - Il est à noter que le président du tribunal criminel, le juge Mohamed Reggad, a entamé les auditions des mis en cause en les divisant en quatre groupes.

Le premier groupe est composé de huit accusés, à leur tête le P-dg du groupe Contel Funkwerk. L'audition du premier groupe concerne les personnes impliquées dans la conclusion du marché relatif à l'acquisition d'équipements de télé-surveillance et de protection électronique.

L'audition du deuxième et du troisième groupe concerne respecti-

vement les personnes impliquées dans le marché avec Saipem Algeria (Italie) pour la réalisation du gazoduc devant relier l'Algérie à l'Italie (Sardaigne) et celles impliquées dans la conclusion du marché relatif à la réhabilitation du siège de Sonatrach à Ghermoul (Alger).

Quant au quatrième groupe, il englobe les entreprises étrangères impliquées dans cette affaire, a indiqué le juge, précisant qu'il s'agit du groupe Contel Funkwerk, de la société à responsabilité limitée Contel Algérie (Sarl), la firme allemande Funkwerk Pletarc et de

Saipem Contracting Algeria (Italie). Le premier à être auditionné dans ce procès est Al Ismaïl Mohamed Réda Djaâfar, l'ex-P-dg du groupe Contel Funkwerk.

Lors de son audition, le président du tribunal criminel a tenté de lever le voile sur la nature de la relation du mis en cause avec les fils de l'ex-P-dg de Sonatrach.

Al Ismaïl Djaâfar Mohamed Réda avait reconnu devant le tribunal criminel sa «méconnaissance» totale du code algérien des marchés publics qui interdit «catégoriquement» la conclusion de marchés dont le coût s'élève à 197 milliards de centimes, au gré à gré.

Le passage à la barre de l'ex-P-dg du groupe Contel Funkwerk à l'époque des faits avait soulevé plusieurs interrogations. D'ailleurs, le choix du président du tribunal criminel n'était pas fortuit. A travers l'audition en premier d'Al Ismaïl

Djaâfar Mohamed Réda, le juge voulait certainement lever le voile sur les dessous de cette affaire. L'autre fait marquant de cette première semaine du procès est relatif à l'accord donné par l'ex-ministre de l'Energie pour accélérer le processus de mise en place du système de sécurité de la Sonatrach. «Si je n'avais pas signé, d'autres l'auraient fait. Et au cas échéant les projets n'auraient pas vu le jour», explique Hassani qui précise que la délégation de signature lui a été donnée par le vice-président du groupe, Belkacem Boumediène en l'occurrence. Mieux, il porte à la connaissance du tribunal criminel que «la responsabilité n'est jamais individuelle, car c'est un travail d'équipe». A ce propos, il reconnaît avoir fait pression sur ses subalternes parce qu'il la subissait lui-même de la part de Mohamed Méziane, lequel faisait face aux

pressions de Chakib Khelil qui pressait les cadres de Sonatrach d'activer les projets pour la sécurisation des sites, compte tenu des menaces terroristes, à l'instar de la tentative d'attaque contre le site de Sidi Razine (déboulée par les membres de l'ANP).

Le même prévenu expliquera que rien n'a été fait sans l'aval du P-dg qui avant de donner son accord s'en référait à «son ministre». Mieux, explique l'ex-vice-président, «lorsque j'ai été entendu par la police judiciaire du DRS, elle m'a demandé d'aller voir mon ministre pour lui dire que les enfants de Méziane étaient les associés de Contel détenue par Al Ismaïl. Ce que j'ai fait. Chakib Khelil m'a dit de transmettre aux enquêteurs qu'il assumait l'entière responsabilité de la stratégie adoptée par Sonatrach pour la sécurisation des sites».

A. B.